

2 juillet 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-béninoises, la lutte contre le terrorisme, l'aide au développement et sur la question climatique, à Cotonou le 2 juillet 2015.

Monsieur le Président de la République, cher Thomas Boni YAYI,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Vice Premier ministre,  
Mesdames, messieurs les Ministres, parlementaires,  
Mesdames, messieurs les membres des corps constitués,  
Mesdames, messieurs les ambassadeurs,  
Mesdames, messieurs.

Je tenais à venir m'exprimer ici devant vous aujourd'hui. D'abord parce que le Bénin et la France entretiennent une amitié ancienne et profonde, devant chaque épreuve renouvelée.

Depuis l'indépendance du Bénin, seul un Président de la République française, François MITTERRAND, s'était adressé à vous et c'était en 1983. En 1995, Jacques CHIRAC était venu ici au Bénin, dans le cadre du sommet de la francophonie. C'était il y a vingt ans. Vingt ans, cela m'a paru trop long pour qu'il n'y ait pas de nouveau une marque symbolique de notre amitié, à travers la présence du Président de la République française ici, dans votre pays.

C'est vrai, comme l'a rappelé le Président Boni YAYI, tant de choses m'appellent à rester là où je suis à ma place en France. Des événements graves se produisent dans le monde, le terrorisme et en Europe, les difficultés de la Grèce et en France, parce que nous avons toujours à relever les impératifs de la croissance et de l'emploi. En ce moment, même le Premier ministre chinois est en France et conclut des accords très importants avec mon pays.

J'ai considéré que mon devoir était aussi d'être là, parce que c'était une promesse que je vous avais faite. Je vous l'avais faite, lors de notre première rencontre. C'était à un moment là aussi crucial pour l'Afrique. Vous étiez, monsieur le Président, chargé aussi d'assurer la présidence de l'Union africaine. Nous étions dans une période où il y avait de graves menaces pour la paix, puisqu'il y avait dans le nord Mali une occupation de ce territoire par un groupe terroriste.

Je vous avais fait part de nos inquiétudes et aussi de notre disponibilité. Nous étions au mois de juin 2012. Je vous avais informé de la capacité qu'aurait la France, si elle était appelée, à venir au soutien du peuple malien, de ce pays ami. Vous m'aviez vous aussi confirmé que si nous prenions cette décision, les Africains seraient à nos côtés.

C'est pour cette solidarité qui s'est ensuite confirmée lorsque j'ai engagé les forces françaises avec le soutien des Nations Unies et que les Africains m'ont permis de donner aussi une ampleur plus grande encore à l'intervention, et une efficacité encore plus intense pour réussir l'opération, oui, c'est au nom de cette solidarité que je voulais ici venir vous en exprimer ma gratitude. C'est aussi pour le rôle que vous avez joué que j'ai voulu, au nom de la République française, vous élever à la dignité de Grand Croix de la Légion d'Honneur.

Je voulais aussi venir ici au Bénin parce que vous êtes une référence sur le plan démocratique. Vous savez combien je suis attaché à ce qu'en Afrique, comme partout ailleurs, soient respectés

les textes constitutionnels, les échéances électorales, les rythmes de la démocratie. Vous savez combien je plaide en ce sens, encore il y a quelques mois lors du sommet de la francophonie. Si je suis ici, c'est pour montrer qu'il y a des exemples à donner.

Vous l'avez rappelé, la conférence nationale souveraine organisée en 1990 a permis au peuple béninois et au parti qui le représente de faire évoluer la démocratie, avec trois alternances démocratiques en vingt-cinq ans, avec une constitution qui a toujours été respectée, avec des élections régulières. Ce sont autant de preuves que le Bénin a réussi, à donner à ses institutions une pleine traduction démocratique. Aujourd'hui, si je m'adresse à vous, je le fais parce que vous êtes les représentants de la nation béninoise dans toute sa diversité, dans tout son pluralisme, et que vous avez au-delà de vos différences une concorde nationale qui vous permet d'être plus forts dans le concert des nations.

La stabilité des institutions, c'est la stabilité du pays. Le respect de la Constitution, c'est le respect des citoyens. L'acceptation du verdict des urnes, c'est la preuve de la maturité de la part de ceux qui gouvernent. Nous l'avons encore constaté au Burkina Faso, nous en mesurons les conséquences au Burundi aujourd'hui même. Lorsque ces règles-là ne sont plus respectées, ne sont plus partagées, il y a alors des risques, des conséquences. Elles peuvent atteindre à la paix civile.

Nous l'avons aussi voulu, cette visite au Bénin, pour rendre hommage à l'histoire. Au Président Mathieu KEREKOU, à Nicéphore SOGLO, à vous, Thomas Boni YAYI pour avoir, dans toute cette période, cette longue période, défendu les intérêts du Bénin.

La France, je vous l'ai dit, est à vos côtés, elle l'a toujours été, elle le sera. Elle est à vos côtés pour la sécurité du continent. J'avais réuni à Paris un sommet entre la France et les pays africains pour que nous puissions tirer les conséquences de ce qui s'était produit au Mali, ce qui se produisait aussi au Nigeria, et que nous puissions soutenir les Africains dans la constitution d'une force africaine de sécurité et d'intervention.

Ce projet sur lequel vous avez travaillé demeure d'actualité. Il ne s'agit pas d'imaginer qu'il doit y avoir des forces d'intervention à chaque fois qu'un pays est agressé. Chaque pays doit s'organiser pour se protéger lui-même. Mais lorsqu'il y a une agression terroriste de grande ampleur, lorsqu'il y a une menace qui peut toucher plusieurs pays d'une région, alors il doit y avoir une réponse commune. C'est le sens de la proposition que nous avons lancée et je la reprends aujourd'hui pour vous appeler, vous les Africains, à travers vos organisations régionales, à travers l'Union africaine, à mettre en place ce qui peut vous permettre de vous défendre et notamment contre le terrorisme.

La France, lorsqu'elle est intervenue au Mali, lorsqu'elle a agi aussi en Centrafrique, lorsqu'elle coordonne les efforts pour lutter contre Boko Haram avec le Nigeria, avec le Niger, avec le Tchad, avec le Cameroun, la France pense à sa sécurité, parce que ce qui se passe en Afrique a des conséquences en Europe. On le voit bien aussi à travers la question des réfugiés, les trafics de toute sorte, des menaces qui peuvent toucher les personnes, nos intérêts économiques ici en Afrique, ailleurs. En nous assurant aussi, avec nos amis africains, de la lutte contre le terrorisme, nous nous protégeons nous-mêmes.

La France, lorsqu'elle agit, ne veut pas simplement regarder ses propres intérêts. Elle est aussi solidaire. La France avait également à honorer sa dette. Nous rendons à l'Afrique de l'Ouest, lorsque nous sommes présents au Mali, une partie de ce qu'elle nous a donné lors des deux dernières guerres mondiales, où tant de soldats africains ont perdu leur vie pour la liberté de la France. Nous n'oublions rien de ces sacrifices et nous sommes conscients des responsabilités historiques et morales qui sont les nôtres.

Je n'oublie pas non plus, monsieur le Président votre présence ainsi que celle de beaucoup de chefs d'Etat africains à mes côtés lors de la marche du 11 janvier 2015 à Paris, lorsque la France a été frappée par une attaque terroriste.

Des Béninois s'étaient d'ailleurs rassemblés ici, spontanément, à Cotonou, pour marquer leur refus de la barbarie et dire leur attachement à la liberté. Puisque l'occasion m'est donnée aujourd'hui, je vous exprime ma gratitude à vous, les institutions, qui avez tenu bon aux côtés de

la France. J'exprime aussi ma gratitude au peuple béninois pour l'amitié qu'il a bien voulu nous manifester à ce moment si terrible pour mon pays.

Le Bénin est attaché comme la France à la paix et aux droits de l'homme. C'est ici à Cotonou que s'organisent des grandes conférences internationales en faveur de l'abolition de la peine de mort, pour promouvoir le dialogue entre les religions, et vous en avez encore manifesté l'engagement, la lutte contre le sida & autant d'exemples qui montrent que la France et le Bénin peuvent agir ensemble pour porter des valeurs communes et des initiatives que nous pouvons faire partager. Je l'ai rappelé, votre région est exposée à de multiples menaces. Il y a le chaos libyen et la France ne ménage aucun effort avec la communauté internationale pour que nous puissions enfin trouver un accord politique en Libye. C'est-à-dire un gouvernement et un seul permettant de retrouver une autorité sur l'ensemble du territoire, d'éviter que des groupes terroristes s'y installent, empêcher que des trafics s'y multiplient, que des êtres humains soient traités, hélas, comme une marchandise que l'on déplace, parfois même que l'on coule en pleine mer. Je sais ce que représente aussi ce chaos libyen pour vous parce que c'est là que peuvent passer une partie des populations qui veulent se diriger vers l'Europe dans le faux espoir d'y être accueilli et de pouvoir y réussir leur existence.

Je sais aussi ce que représente le terrorisme au Nigeria avec Boko Haram. Une brutalité, une cruauté, une violence extrême qui se répète, hélas et qui touche des populations qui sont traitées comme aucune autre ne l'avait été depuis longtemps.

Je pense à ces jeunes filles qui ont été enlevées, à ces enfants qui sont enrôlés, à ces hommes qui sont massacrés. C'était au Nigeria, c'est encore au Nigeria, c'est aussi au Tchad, qui a été frappé au cur même de sa capitale, c'est au Niger. Vous êtes épargnés jusqu'à présent et je vous félicite d'avoir pu parer, empêcher et éviter ces drames. En même temps, soyons lucide, si ces groupes terroristes continuent leurs actions, ils ne connaîtront pas de frontière, ils ne s'arrêteront nulle part et nous devons donc engager nous-mêmes la bataille pendant qu'il en est temps contre la barbarie.

La meilleure des façons, c'est d'assurer votre sécurité et vous le faites, nous sommes à vos côtés. La meilleure des manières, c'est de pouvoir le faire ensemble avec les Africains. La meilleure des conditions, c'est aussi de lutter contre toutes les causes de ces fléaux, et c'est pourquoi la France veut être à vos côtés. Vous avez présenté beaucoup de vos projets et je veux y revenir.

La France fait de l'éducation, de la formation la clé de tout. C'est vrai sur son propre territoire, c'est vrai pour les relations que nous avons avec nos pays amis. C'est donc pour l'éducation que nous avons signé aujourd'hui une convention permettant la construction et l'équipement de plusieurs centaines de classes, la formation de plusieurs milliers de personnels affectés à l'enseignement secondaire.

Nous le faisons au titre de l'aide au développement, nous le faisons sous de multiples formes qui parfois rejoignent aussi des initiatives privées. Je salue la présence d'Odon VALLET dont la fondation attribue ici au Bénin près de 1 000 bourses d'excellence et qui contribue à faire rayonner l'intelligence béninoise partout dans le monde. Vous avez aussi cette qualité de pouvoir, non seulement servir votre pays, mais aussi en servir d'autres. Les réussites scolaires que vous obtenez ne doivent pas être autant de découragements lorsque l'emploi ne suit pas les formations qui ont été dispensées.

Nous devons donc développer avec vous toutes les conditions de votre économie. Nous avons parlé notamment de l'énergie, du développement des nouvelles technologies. Nous avons évoqué aussi ensemble ce qui peut être fait pour les infrastructures. Oui, la France sera à vos côtés pour que vous puissiez, sur la base stable que vous avez constituée sur le plan politique, sur le plan législatif, sur le plan également des règles pour la croissance et l'emploi, nous serons à vos côtés pour que nos entreprises puissent investir encore plus massivement ici.

Nous voulons agir également pour la recherche, la santé. Nous allons visiter tout à l'heure le centre de lutte contre le paludisme qui travaille pour mettre au point un vaccin qui pourrait sauver des vies, celles des femmes enceintes et des enfants. La France, avec l'institut de recherche pour le développement, est pleinement associée à cette initiative.

Nous avons également fait le choix des nouvelles technologies et notamment de faire que la ligne

nous avons également fait le choix des nouvelles technologies et notamment de faire que la ligne ferroviaire qui reliera le Bénin au Niger -et qui en soi est un progrès- puisse être accompagnée par ces nouvelles technologies, pour permettre à tous d'accéder à la santé ou à la formation. C'est sur l'énergie que je veux revenir. Le Bénin n'a pas de ressource énergétique, vous dépendez de l'extérieur. Cela peut créer à la fois de l'intermittence lorsque vous n'avez plus les approvisionnements nécessaires, donc de l'instabilité et cela peut créer aussi une dépendance à moyen et long terme qui n'est pas acceptable pour un pays comme le vôtre.

L'enjeu des énergies renouvelables est donc essentiel. Il se trouve que nous préparons la conférence de Paris, celle qui va se tenir sur le climat. La France en a la charge au sens de l'accueil, mais aussi la charge et la responsabilité au sens de la réussite.

Nous avons, avant même la tenue de cette conférence, lancé un certain nombre d'initiatives. Parmi celles-ci, il y a la volonté exprimée par les pays les plus riches du monde qui se réunissent en G7 la dernière fois était donc en Allemagne -, nous avons lancé un plan pour les énergies renouvelables en Afrique.

Vous avez là l'occasion d'utiliser des ressources pour que vous puissiez avec nous, si vous en décidez, mettre en œuvre ces technologies. De la même manière, vous avez cité monsieur BORLOO avec le plan pour l'électrification que nous soutenons et qui doit là aussi, mobiliser des financements pour permettre qu'il puisse y avoir une meilleure desserte de l'ensemble de vos villages en électricité.

Nous voulons également que la conférence sur le climat puisse être, non pas simplement un accord juridique, non pas simplement une somme de contributions ou une somme d'initiatives, mais puisse dégager des financements, des financements importants : 100 milliards de dollars à partir de 2020, d'ores et déjà un fonds vert qui a été constitué, avec 10 milliards de dollars. Ces fonds doivent être pour l'essentiel destinés aux pays en développement, aux pays émergents. Ces fonds doivent pouvoir financer des projets de haute technologie. Ces fonds doivent pouvoir être essentiellement dirigés vers l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, le développement des renouvelables. Ces fonds, qui cumuleront des ressources publiques, des ressources privées, de multiples institutions internationales, financières, bancaires, avec les concours des Etats, ne doivent pas rester simplement une annonce ou simplement des comptes bancaires qui attendraient d'être utilisés. Il ne dépend que de vous, que de nous, que ces fonds soient véritablement mobilisés avant même 2020. A partir de 2020, ils seront au niveau que je viens d'indiquer, 100 milliards, pour que nous puissions multiplier les projets. L'enjeu, est d'assurer, à travers la lutte contre le réchauffement climatique, le passage à un rythme beaucoup plus rapide de développement des pays comme le Bénin. L'enjeu est de pouvoir faire accéder, grâce aux nouvelles technologies et le plus vite possible à des niveaux de bien-être, de confort et également de préservation de l'environnement, un pays comme le vôtre et une population comme la vôtre.

Nous devons bien sûr chercher l'accord et je sais pouvoir compter sur votre soutien, pour la conférence sur le climat. Après cet accord, s'il est au niveau que nous espérons, nous aurons une grande bataille à mener et je souhaite, Président, que vous soyez dans cette bataille.

Je veux aussi annoncer deux projets majeurs pour le Bénin, puisque nous allons consacrer près de 30 millions d'euros, soit 20 milliards de francs CFA, pour aider les villes de Porto-Novo et de Cotonou à concilier développement urbain, lutte contre le réchauffement climatique et combat contre la pauvreté, parce que l'enjeu urbain, c'est l'enjeu de demain.

La population mondiale va continuer à augmenter, jusqu'à 10 milliards en 2050. Les deux tiers de cette population seront dans les villes. Pour beaucoup, ces villes ne seront pas encore bâties. Pour d'autres, elles sont aujourd'hui saturées. Comment allons-nous faire ? Comment allez-vous faire ? Nous devons faire en sorte que les élus de ces villes je les ai rencontrés hier, c'était à Lyon -, que les Etats, les gouvernements, que les institutions internationales aient ce projet urbain pour le monde, notamment pour le continent africain. Parce que c'est sur le continent africain qu'il y aura le plus de projets de villes nouvelles ou d'agglomérations, de métropoles, qui pourront maintenant être imaginés pour les années qui viennent.

Nous avons un autre enjeu : que faire de l'espace rural ? Que faire de ces territoires qui risquent

d'être vidés progressivement de leur population avec les risques que l'on sait, aussi bien pour le climat que pour l'agriculture et donc pour l'alimentation ? Le territoire, votre territoire, c'est l'enjeu de la conférence sur le climat. Nous devons donc favoriser d'ores et déjà les grandes mutations urbaines. La France et le Bénin veulent là aussi être exemplaires à travers sur ce que nous allons faire sur Porto-Novo et Cotonou : réhabiliter les quartiers précaires, lutter contre les conséquences des inondations, protéger la lagune, traiter les déchets et valoriser au mieux votre formidable patrimoine. Derrière le changement climatique, il y a la lutte contre les inégalités. Les populations, les pays qui sont les plus frappés aujourd'hui par les catastrophes, par les cataclysmes, par les inondations, par la sécheresse ne sont pas les pays qui ont le plus emprunté depuis des siècles à la planète pour assurer leur développement. Ce sont généralement les pays qui émettent le moins de CO2, le moins de gaz à effet de serre et qui sont néanmoins les plus touchés, comme si l'histoire s'acharnait à aggraver encore les inégalités. En luttant contre le réchauffement climatique, nous luttons contre ces disparités, contre ces fatalités et vous devez savoir que vous êtes les plus concernés par ce qui va se passer à Paris à la fin de l'année. Parce que vous, vous savez ce que risquent les habitants des quartiers précaires, les pêcheurs qui voient leurs ressources disparaître, les paysans qui voient la désertification s'élargir et ces populations urbaines qui vivent autour de déchets qui ne sont pas collectés, qui ne sont pas traités. La protection de l'environnement, ce n'est pas l'affaire des riches qui voudraient simplement que la planète soit plus belle pour y faire leur tourisme. Non, la protection de l'environnement, c'est l'affaire de tous et nous sommes tous concernés. C'est la raison pour laquelle la France a pris cette responsabilité.

Une fois encore en prenant ces risques, parce que si, dans les proclamations tous les chefs d'Etat et de gouvernement du monde j'en connais peu qui s'en soient distingués sont pour la lutte contre le réchauffement climatique, au moment où il faut déposer la contribution nationale, au moment où il faudra prendre l'accord juridique contraignant, au moment où il faudra dégager les financements, c'est là que nous verrons qui sont les plus audacieux et qui sont les plus timides. Sauf que dans les négociations internationales, ce sont souvent les plus frileux qui gagnent, puisque nous devons travailler par consensus.

Ce n'est déjà pas facile de travailler avec une majorité, pas facile non plus de travailler avec une minorité mais pour travailler avec le consensus, lorsqu'il faut mettre tout le monde d'accord, il faut une pression. Je voulais m'adresser à vous, ici au Bénin, et à toute l'Afrique : nous avons besoin de l'Afrique et l'Afrique a besoin de la conférence de Paris pour que nous puissions réussir ensemble, nous développer ensemble, nous élever ensemble, protéger ensemble notre planète. L'Afrique sera essentielle dans la réussite de la conférence de Paris.

Dans quelques jours, il y aura la conférence d'Addis-Abeba sur le développement où il faudra montrer qu'un lien doit être établi entre développement, lutte contre le réchauffement climatique et sécurité et prévention des mouvements de population et des déplacements. Chaque étape comptera : la conférence d'Addis-Abeba au mois de juillet, l'assemblée générale des Nations unies au mois de septembre, le sommet du G20 au mois de novembre et puis ensuite la conférence de Paris.

La France sait qu'elle peut compter sur vous, elle sait qu'elle peut compter sur l'Afrique pour défendre la planète. Vous savez aussi que la France sera toujours à vos côtés, indissolublement à vos côtés parce que nous partageons ensemble, les mêmes enjeux, les mêmes ambitions, les mêmes volontés. Nous avons pour le développement de notre planète, nous avons pour le respect de la nature, nous avons pour les droits humains, les mêmes ambitions. Je vous remercie de soutenir les efforts de la France et sachez bien, ici au Bénin, que nous soutiendrons tous vos efforts pour votre sécurité, votre développement et votre démocratie. Merci.

Vive le Bénin et vive la France.